

CAP Finistère

14 avril :
Meeting à 18h00
au Liberté à Rennes !



Penn Ar Bed

L'hebdomadaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste

ISSN 1269-0791 - 0,50 euro

N° 1183

VENDREDI 14 AVRIL 2017

Dispensé de timbrage BREST CTC

La révolution du RUE

Le revenu universel d'existence (RUE) modifiera totalement le regard que nous portons sur le travail. À Daoulas, le 5 avril, ou à Carhaix, le 7 avril, Michel Jézéquel s'est attaché à rappeler la place centrale qu'occupe le revenu universel d'existence dans le projet porté par Benoît Hamon et surtout à anticiper les conséquences de sa mise en œuvre.



Michel Jézéquel à Daoulas



« **L**e revenu universel d'existence a une longue histoire », a précisé d'emblée Michel Jézéquel. Son inventeur est Thomas Paine, anglo-franco-américain, acteur de la révolution française qui, en 1797 dans « *La Justice agraire* », inventa le concept de « dividende universel ».

Mais plusieurs penseurs l'ont défendu aux XIX^e et XX^e siècles, comme le mouvement distributiste dans les années 30 ou des auteurs comme André Gorz dans les années 90. Plusieurs pays ou régions sont en train de tester cette idée qui s'impose, aujourd'hui, dans les sociétés industrialisées.

Le revenu universel d'existence constitue une révolution dans notre perception du travail. Aujourd'hui, une personne n'est valorisée et considérée dans la société qu'à partir de l'emploi qu'elle occupe. Or, toutes les analyses montrent que d'ici quelques années des millions d'emplois vont, du fait de l'automatisation et des robots, être supprimés. Des tâches qu'on croyait réservées au travail humain sont en train d'être accomplies par des robots : les camions autonomes, les banques ou assurances uniquement gérées par des algorithmes ne sont plus des sujets de science-fiction mais peuvent voir le jour d'ici quelques années. Il est donc

indispensable d'anticiper ces évolutions de manière à déconnecter emploi, revenus et travail.

En ce sens, le RUE parachèvera le projet du conseil national de la Résistance qui, au sortir de la guerre, avait mis en place les protections pour la santé, la retraite et contre le chômage et les accidents du travail. Le revenu universel d'existence en sera le cinquième pilier qui n'avait pas encore été mis en place.

Comment Benoît Hamon prévoit-il la mise en place du RUE ? La première étape consistera à augmenter le RSA de 10% de manière à ce qu'il atteigne 600 euros par mois. Tous les jeunes de 18 à 25 ans et tous les ménages dont les revenus seront inférieurs à 1,9 smic percevront un complément de revenu. À titre d'exemple, un étudiant qui travaille un jour par semaine et touche actuellement 231 euros en percevra 749 avec le RUE. Cette première phase concernera 9 millions de ménages et 19 millions de personnes.

Le revenu universel d'existence est une formidable opportunité pour redonner au travail la place qui doit être la sienne dans la société : permettre à chaque individu de s'épanouir, d'inventer, de rendre service pour l'intérêt général.

Conseil citoyen

La démocratie participative pour faire émerger des propositions innovantes, ça marche ! Benoît Hamon et son équipe viennent d'en apporter une preuve éclatante avec le conseil citoyen.

Pour la première fois, une partie du programme d'un candidat à la Présidentielle a été co-produit grâce à l'intelligence collective de citoyens, tirés au sort, qui se sont retrouvés et ont proposé des mesures que Benoît Hamon s'est engagé à porter comme le paiement garanti aux agriculteurs, la création d'un label « *Territoire durable* », l'abrogation du délit de solidarité ou la création d'un « *congé de campagne* » afin de « *démocratiser l'accès aux fonctions électives* ».

Ces mesures ont été pensées et validées collectivement ce qui leur donne d'autant plus de valeur.

Faire confiance à l'intelligence collective sera le credo du quinquennat de Benoît Hamon, car, si, seul on va plus vite, ensemble, on va plus loin.

PS29

Chiffre de la semaine

40 265

C'est le nombre de logements étudiants construits entre 2013 et 2017. Le président de la République s'était engagé sur un plan de 40 000. Engagement tenu.

Faisons confiance aux associations

Auteur de loi qui porte son nom, sur l'économie sociale et solidaire, Benoît Hamon est attentif au rôle que joue le monde associatif en matière de cohésion sociale.



Repenser la place des associations

Que propose-t-il dans son projet? Mais aussi, qu'attendent les associations d'un président de gauche? Telles furent les questions débattues le 8 avril à Brest, à la salle de la Maison des syndicats.

Au-delà de l'intérêt porté par le candidat au mouvement associatif et à l'économie sociale et solidaire, se pose la question de la place laissée au secteur non marchand.

«Il existe trois types d'échanges», a rappelé Michel Jézéquel. «Les non-matérielles comme l'économie domestique ou le bénévolat, les non-

marchands, dans lesquels on place la redistribution et les échanges marchands qui relèvent du marché.»

Or, il faut conserver des espaces non monétaires. Des domaines comme le handicap, la petite enfance, l'aide aux personnes âgées ou la protection de l'enfance n'ont pas vocation à être gérés avec une logique financière et une recherche du profit.

«Les associations doivent être soutenues pour ce qu'elles sont et non uniquement pour ce qu'elles font.»

Pour préserver ces secteurs où doivent s'exprimer les solidarités, les pouvoirs publics ont un rôle essentiel à jouer. Il est aujourd'hui possible, pour les collectivités locales, de préciser, dans les appels d'offre qu'elles lancent, qu'elles souhaitent que les entreprises de l'économie sociale et solidaire soient privilégiées.

Car, historiquement tout le champ du social et du médico-social est né d'initiatives lancées par le monde associatif. Ce sont en effet, des citoyens qui, voyant que les besoins auxquels ils étaient confrontés n'étaient pas satisfaits par les services publics ou le marché se sont organisés.

Le mouvement associatif doit être soutenu pour ce qu'il est et non pas uniquement pour ce qu'il fait, a expliqué Yannick Hervé. Car il produit du lien social, de la réflexion collective, de la solidarité, de la démocratie. C'est-à-dire, des biens inestimables pour la société.

Le rôle des collectivités locales est essentiel pour réguler les activités et cantonner le marché dans des activités.



Le poids de l'ESS

Le mouvement associatif attend beaucoup des propositions avancées par Benoît Hamon. Mais il attend aussi et surtout d'être soutenu et considéré comme un facteur de lien social, d'invention et de production d'intérêt général, quand le marché ne vise qu'à générer des profits à court terme, quelles qu'en soient les conséquences pour la société.

Un projet pour l'économie sociale et solidaire et le mouvement associatif



Acte II de l'économie sociale et solidaire

L'économie sociale et solidaire est au cœur de la vision de Benoît Hamon de l'avenir de notre modèle social : juste, solidaire, efficace et ouvert aux innovations.

Le candidat s'est engagé pour un Acte II de l'économie sociale et solidaire. Il portera à 500 000 le nombre d'emplois dans ce secteur d'avenir.



Valorisation de l'engagement associatif

La prise en compte d'un service civique ou d'un bénévolat long dans la validation d'unités d'enseignements (UE) universitaires sera généralisé.

Les jeunes pourront certifier leur engagement associatif afin qu'ils puissent le valoriser sur leur CV.



Éducation populaire

Les créations d'université populaires seront favorisées et des universités d'été seront ouvertes sur chaque campus.

Le financement de la formation des bénévoles sera revu à la hausse. Une réflexion sera engagée avec les mouvements associatifs et d'éducation populaire, sur la valorisation du temps d'engagement dans la prise en compte des cotisations retraite.

40 intellectuels s'engagent

Dans *La politique est à nous* 40 «intellectuels», personnalités de la société civile, acteurs sociaux, culturels apportent leur expertise pour éclairer le projet présidentiel porté par Benoît Hamon et Yannick Jadot pour notre planète, notre jeunesse, notre économie, notre civilisation, notre démocratie, notre Europe et notre monde.

Au-delà des 40 contributions qui sur des sujets aussi divers que la laïcité, la défense, la construction européennes ou la Justice, c'est la question du lien entre intellectuels et politiques que pose cet ouvrage, qui «**sort de l'ordinaire**».

En effet, comme le rappelle Michel Wieviorka en introduction, la figure du «**grand intellectuel**», depuis Voltaire jusqu'à Jean-Paul Sartre en passant par Émile Zola a vécu. Les maîtres à penser, compagnons de route et grandes figures qui définissaient ce qu'il fallait penser n'existent plus. «**La production des idées et des analyses**

s'est étoffée et diversifiée, elle se joue dans des milieux nombreux et variés», explique Michel Wieviorka. Leur diffusion a également changé, en particulier du fait des nouvelles technologies.

Dans le même temps, les acteurs politiques se sont considérablement éloignés des intellectuels.

Comment expliquer cette évolution ? D'abord par la confiance aveugle accordée à la pensée gestionnaire

et technocratique. Mais aussi par l'omniprésence des médias, la force de l'actualité et de l'immédiateté qui provoque le refus, ou l'incapacité de se projeter vers l'avenir.

«**Dès lors ce qui prime, ce ne sont pas les analyses en profondeur, les propositions adossées à des connaissances qu'il a fallu des mois, voire des années, pour produire, mais, outre la gestion technocratique, la capacité de coller à l'opinion en temps réel, l'immédiat.**»

Ce livre montre que cette évolution n'est pas inéluctable et que le rapport entre politiques et intellectuels peut être fructueux. Pour peu que la production d'idées soit pertinente aux yeux des acteurs publics mais aussi que les responsables politiques acceptent la gratuité de la recherche et la liberté des chercheurs qui doivent pouvoir traiter de thèmes ou de questions qui ne sont pas dans l'air du temps ou dans l'agenda immédiat.



La politique est à nous

En bref

Tristesse

Nous avons appris avec une grande tristesse la disparition de Yann Le Meur, l'époux de Gaël, conseillère régionale.

Le secrétariat fédéral lui adresse, ainsi qu'à sa famille et ses proches, ses plus sincères condoléances.

Panneau n°4



Pour la campagne officielle, les affiches de Benoît Hamon doivent être collées sur les panneaux n° 4.

La campagne sur internet

La campagne se passe aussi sur internet et en particulier sur les réseaux sociaux. Vous pouvez retrouver les informations sur la campagne de Benoît Hamon dans le Finistère sur Facebook [LeFinistereAvecBenoitHamon](https://www.facebook.com/LeFinistereAvecBenoitHamon) et sur Twitter [@Le29AvecHamon](https://twitter.com/Le29AvecHamon)

Garantie jeunes



Le 29 mars, Annick Le Loch a rencontré à Douarnenez sept jeunes qui bénéficient du dispositif *Garantie jeunes*, un dispositif dont le suivi est confié par l'État aux Missions Locales.

À l'origine, en 2013, seuls dix départements, dont le Finistère, étaient partie prenante. Depuis le 1^{er} janvier 2017, c'est l'ensemble du territoire français qui est désormais couvert. Plus de 100 000 jeunes qui ont eu accès à la *Garantie jeunes*. C'est une mesure clé en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes éloignés de l'emploi.

Cette rencontre a permis de rappeler le rôle majeur que jouent les Missions Locales dans l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans vers l'autonomie.

Pouvoir d'achat



Le pouvoir d'achat des Français n'a pas baissé en France depuis le quinquennat Hollande.

Le pouvoir d'achat a même été en hausse, comme jamais depuis près de dix ans : + 0,7% en 2014, + 1,6% en 2015, + 1,9% en 2016, a rappelé François Marc sur son blog <http://francois-marc.blogspirit.com>

Par ailleurs, il convient de rappeler que, dès 2013, une baisse des inégalités, comme jamais depuis 1996, a été observée.

L'ensemble des mesures sociales et fiscales ont renforcé le pouvoir d'achat des 10% de Français les plus modestes de 5% durant ce quinquennat-

Enfin, le gouvernement a gelé les dépenses étudiantes (droits d'inscription, prix du resto U, cotisation assurance maladie) et a créé 25 000 bourses de plus de 1 000 euros/an pour les étudiants issus de la classe moyenne.

Agenda

14 avril

18h00 : Meeting de Benoît Hamon, au Liberté à Rennes.

23 avril

Premier tour de l'élection présidentielle.

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1217 P 11428
N° 1183 - Vendredi 14 avril 2017
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Marc COATANÉA

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44 - Fax : 02 98 43 64 03

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
Fédération du Finistère
du Parti Socialiste

La réussite scolaire, pour tous

Yannick Trigance

L'école occupe une place centrale dans le projet de Benoît Hamon, nous explique Yannick Trigance, responsable de cette thématique dans l'équipe de campagne de notre candidat.

Cap Finistère : Quelle place occupe l'école dans le projet de Benoît Hamon ?
Yannick Trigance : Elle est centrale et majeure. Pour Benoît Hamon, l'école est la base de tout et chaque jeune, quel que soit l'endroit où il vit, quelque que soit son milieu social, a le droit de réussir son parcours scolaire. Cet enjeu est fondamental pour le projet de société qui vise à lutter contre toutes les inégalités.

Cap Finistère : Comment envisagez-vous l'élaboration d'une nouvelle carte scolaire ?

Yannick Trigance : Là aussi il s'agit de favoriser l'indispensable mixité sociale par la mixité scolaire. Il ne faut surtout pas penser que la réussite de quelques-uns passe par l'échec des autres. Il faut donc une sectorisation juste et équitable. Nous pouvons déjà nous appuyer sur les expérimentations qui ont été engagées. Mais il est nécessaire de lutter contre les ghettos scolaires. Cette refonte de la carte scolaire se fera dans la concertation, avec tous les acteurs concernés. Nous contractualiserons avec l'enseignement privé pour qu'il participe à l'effort de mixité sociale.

Cap Finistère : En quoi la scolarisation dès deux ans et l'instruction obligatoire dès trois ans peuvent améliorer la réussite scolaire ?

Yannick Trigance : L'école maternelle est un formidable outil pour lutter contre les inégalités car c'est dès le plus jeune âge que les enfants ont besoin d'engager des processus d'apprentissage et de socialisation. Il est donc essentiel de permettre à de très jeunes enfants d'accéder, dès que possible,

à la maternelle.

Aujourd'hui, 95% des enfants de trois ans sont scolarisés. Cependant, il faut penser aux 5% qui ne le sont pas et qui en ont pourtant, bien souvent, besoin.



Cap Finistère : La formation continue des enseignants est aussi un des chantiers que veut engager Benoît Hamon ?

Yannick Trigance : Absolument. Toutes les enquêtes internationales sur la réussite scolaire, comme PISA mettent en évidence que les systèmes qui ont investis dans la formation continue des enseignants sont les plus performants. Un grand plan de formation permanente sera donc engagé. En fonction de son ancienneté et des besoins qu'il exprimera, chaque enseignant bénéficiera tous les ans de trois jours, cinq jours ou dix jours de formation. Le métier d'enseignant s'apprend bien sûr en formation initiale mais aussi, et de plus en plus, en formation continue. La pédagogie évolue et la recherche en matière de transmission des savoirs progresse.

Cap Finistère : La réforme des lycées est également inscrite dans le projet présidentiel de Benoît Hamon.

Yannick Trigance : Pour les lycées professionnels, le service public doit proposer plus de filières pour être à la hauteur des enjeux. Une réforme du lycée est nécessaire, en particulier en ce qui concerne l'organisation de l'année scolaire. Nous mènerons cette réforme avec les enseignants, les parents et les élèves. Elle devra avoir une seule ambition : que tous les jeunes qui y entrent, en sortent avec un diplôme ou une certification. Ses piliers seront : l'orientation, l'élaboration d'un projet pour chaque lycéen, un accompagnement de tous les jeunes vers la réussite et une spécialisation progressive des savoirs enseignés.

En campagne avec Benoît Hamon !

Dans le Finistère, à Clohars-Carnoët, Concarneau et Lannilis.

